

Des pourcentages en primaire, quel intérêt ?

Les cotations chiffrées dès la première primaire restent-elles le meilleur moyen de mettre en lumière d'éventuelles lacunes dans les apprentissages ou sont-elles sans intérêt pédagogique, voire potentiellement nocives pour l'écopier ?

Florent Chenu

Florent Chenu est inspecteur pédagogique en chef à la Ville de Charleroi. Il fut auparavant chercheur en sciences de l'éducation.

« Les points sont plus compréhensibles »

Pour Florent Chenu, la cotation chiffrée est encore la solution la plus commode. Mais les choses évoluent.

Les cotations sont l'objet de critiques récurrentes. Est-ce que cela reste tout de même la solution la plus commode lorsqu'il s'agit de communiquer au sujet du niveau d'un élève ? Pour le moment, effectivement. Mais les choses évoluent. De nouvelles modalités d'évaluation sont testées, se mettent en place. Un projet a notamment été mené par le réseau Wallonie-Bruxelles Enseignement. Il a donné des résultats positifs mais a montré tout de même que beaucoup d'enseignants restaient attachés à la cotation chiffrée.

Dans l'enseignement de promotion sociale, des avancées intéressantes ont été constatées. Les dossiers pédagogiques

liés à des unités d'enseignement ont fait leur apparition. Pour chacun d'eux, on définit la manière d'évaluer avec des critères très précis, un degré de maîtrise. D'autres niveaux d'enseignement gagneraient à s'en inspirer.

Dans certaines écoles, les cotations chiffrées ont laissé la place aux cotations avec des chiffres. Est-ce vraiment différent ?

Les cotations avec des lettres sont tout aussi subjectives. Souvent, les parents, les élèves, les enseignants ont tendance d'ailleurs à traduire une lettre par une cote de façon consciente ou inconsciente.

Les cotations sont critiquées notamment pour la compétition qu'elles engendrent entre élèves. Confirmez-vous cela ? Et si oui, est-ce ou non selon

vous le rôle de l'école de mettre les enfants à l'abri de ces logiques de compétition.

C'est une réalité : les élèves comparent leurs points. Je ne suis pas sûr que d'autres systèmes ne donneraient pas lieu également à ces comparaisons. Si on utilise des lettres, les élèves compareront celles-ci. Si on utilise des couleurs, ils compareront ces couleurs. La comparaison n'est pas inhérente à la cotation chiffrée. Faut-il mettre à l'abri les élèves de ce genre de compétition ? Je ne sais pas. En tout cas, les écoles, peu importe au fond la façon dont elles fonctionnent, ont tendance à faire entrer les élèves dans ce système dès leur plus jeune âge. Certaines écoles délivrent même des diplômes factices... Le fait de faire entrer les élèves dans un système au travers duquel on leur fait com-

prendre qu'ils travaillent pour des points les pousse à oublier qu'ils apprennent aussi pour développer leurs compétences de futurs citoyens.

La cotation chiffrée est ancrée culturellement. N'est-ce pas aujourd'hui le principal obstacle à une évolution des pratiques ?

Oui, les parents sont demandeurs ainsi que les enseignants et peut-être même les élèves. Je ne pense pas pour autant qu'il soit impossible de faire évoluer les pratiques. Mais il faudra du temps. La note chiffrée est aujourd'hui perçue comme beaucoup plus compréhensible par les parents. ■

Propos recueillis par
MATHIEU COLINET

Didier Vanheuverzwijn

Depuis 2003, il est directeur de l'école fondamentale Sainte-Ursule à Molenbeek, école libre à encadrement différencié classe 1 (dont l'indice socio-économique est le plus faible) qui compte 450 élèves.

« Le bulletin n'existe pas »

Un bulletin, Didier Vanheuverzwijn l'envisage comme un objet en évolution, car l'idéal n'existe pas. Mais une chose est sûre : il ne doit pas être l'alpha et l'omega de l'apprentissage. Dans son école, les élèves de 1^{re} et 2^e années primaire ne reçoivent pas de cotes mais des couleurs (vert, orange et rouge). Ensuite, seules les matières (français, maths, éveil) sont cotées (sur 20). Mais le plus important, estime le directeur, c'est la place importante laissée aux remarques écrites des instituteurs concernant le savoir-faire, le savoir-être et pour tirer le bilan de l'année

Pourquoi évitez-vous de coter les élèves les deux premières années ?

On n'évalue pas tout de suite car c'est impossible vu les différences de maturité à cet âge-là, mais aussi le passé des enfants, notamment ceux qui ont fait trois années de maternelles et ceux qui commencent l'école. Mettre des cotes n'a vraiment pas de sens. Une moyenne en français, qu'est-ce que ça signifie ? Qu'on mélange conjugai-

son, poésie, lecture... ça ne veut pas dire grand-chose. Le bulletin idéal n'existe pas.

Coter, cela suscite la concurrence entre enfants ?

Donner des cotes dès le départ, c'est aller dans ce sens. En primaire, cela fonctionne. Les élèves vont accepter d'être scolaires et même bien aimer cela. En secondaire, quand l'envie d'apprendre tend à s'estomper, cela ne fonctionne plus. On insiste trop peu sur le fait qu'on apprend pour soi-même, pour le plaisir. On considère encore trop que c'est pour avoir un beau bulletin qu'on travaille. Le problème avec la cotation, c'est qu'en secondaire, quand on a 60 %, c'est bien. En primaire, si on sait lire six lettres sur dix, ça ne va pas. Les enfants vont se satisfaire d'un résultat moyen. Je préfère donc une évaluation écrite, expliquant dans quel(s) domaine(s) l'enfant peut progresser.

A qui s'adresse-t-il en premier lieu, selon vous ?

A tout le monde à la fois ! En premier lieu, cela s'adresse à l'enseignant : le bulletin lui permet de faire un arrêt sur image par enfant plusieurs fois par an. Il s'adresse évidemment aussi aux parents et aux enfants.

Concernant les parents, quelle est la tendance ?

Ils sont inquiets quand on ne donne pas un bulletin. Certains demandent des bulletins dès la maternelle ! C'est lié à l'inquiétude par rapport à l'avenir. On sait que les places sont de plus en plus chères. Mais l'école prépare-t-elle à la société d'aujourd'hui ou à une société de demain qui pourrait être moins inégalitaire ? Les quatre missions de l'enseignement, c'est : des enfants épanouis, des enfants outillés pour la vie socio-économique, des citoyens, que tout cela soit réalisé de manière égale pour tous. Souvent, dans un bulletin, on ne trouve que l'évaluation de la mission n°2. ■

Propos recueillis par
CORENTIN DI PRIMA

parents Souvent un symptôme de leur stress

Même s'ils n'ont conservé que de très vagues vestiges de leurs cours de primaire, les plus anciens gardent généralement un souvenir assez vif du cérémonial de la remise des « grands bulletins », à Noël et en juin, quand chacun, dans l'ordre du classement général, était prié d'aller chercher le document tant redouté dans les mains du directeur ou la directrice, devant la classe au garde-à-vous...

Si proclamations et classements ont globalement disparu du paysage scolaire, de nombreuses écoles entretiennent toujours la tradition des pourcentages, dès le début de la scolarité obligatoire. Marc Romainville, professeur à l'Université de Namur et spécialiste des questions d'évaluation des compétences, ne remet pas le système en cause de but en blanc, mais à condition qu'il soit bien balisé.

« *Quest-ce qui est important à dire à l'élève ?*, lance Marc Romainville. *Ce qu'il a acquis et ce qu'il n'a pas acquis comme compétences dans une matière. Pour cela, vous n'avez pas toujours besoin d'un pourcentage. Je dirais même que celui-ci ne vous éclaire pas toujours. Ainsi "75 % en fran-*

çais», par exemple, ne dit strictement rien sur les 25 % qu'on a ratés. En revanche, il peut être utile, pour l'élève comme pour les parents, de noter séparément la fluidité de la lecture, l'étendue du vocabulaire, l'écriture, etc., pour pouvoir mettre en lumière ce qu'il faudrait éventuellement retravailler. »

Demandeurs d'informations

Le P^r Romainville confirme que de nombreux parents sont rassurés par les pourcentages, qui leur permettent d'évaluer où en est leur enfant. Et d'expliquer que certaines écoles donnent même, en plus du résultat personnel de l'élève, la moyenne de la classe - ce qui relativise parfois certains résultats flatteurs... ou, au contraire, de prime abord médiocres.

« *Pour moi, s'avance-t-il, cette attitude des parents est liée au fait fondamental que l'avenir des jeunes se joue maintenant à l'école et par l'école. Avec cette césure fondamentale de notre système éducatif, à la fin de la deuxième secondaire, quand vous obtenez soit une attestation de réussite pour continuer dans la voie considérée comme*

"royale", soit une attestation de restriction qui ne vous permet de continuer qu'en technique ou en professionnelle - ce que le Pacte d'excellence voulait d'ailleurs éviter, mais on ne sait plus très bien où ça en est... Dans un système pareil, vous comprenez que les parents - et les jeunes aussi - sont très stressés. En plus, en période de difficultés économiques, de chômage de masse, etc., c'est encore plus important : si vous aviez du travail pour tout le monde, quelle que soit la filière d'enseignement, il y aurait moins de stress. »

Les parents seraient donc demandeurs d'informations claires, de classements, d'une série de retours qui les informent et les rassurent sur la scolarité de leurs enfants.

« *Certains établissements cèdent parfois à cette pression-là, précise Marc Romainville. Mais pas tous. De nombreux autres disent au contraire qu'il faut laisser s'épanouir les enfants, qu'ils sont à l'école pour apprendre et non pas pour réussir des tests... ce qui est tout de même assez juste, en tout cas au tout début de la scolarité !* » ■

WILLIAM BOURTON